LA RÉUNION
2040

LA RÉUNION
2040

INTRODUCTION

La prospective est un exercice collectif d'anticipation qui consiste à réfléchir à l'avenir à long terme en tenant compte à la fois du probable et du souhaitable, qui sont les deux sens de l'expression « futurs possibles ».

Il est devenu courant de qualifier l'époque d'incertaine. L'est-elle vraiment davantage que les siècles précédents ? Il est permis d'en douter. Ce qui a vraiment changé, et alimente le sentiment d'incertitude, c'est d'une part l'accélération des processus de transformation et des mutations
qui s'en suivent, et d'autre part l'exigence d'avoir sur l'avenir un regard, un point de vue, voire une stratégie.

Comme beaucoup de territoires locaux ou régionaux en France, La Réunion s'interroge sur son avenir, et ses acteurs développent leurs capacités prospectives. Plusieurs exercices de prospective ont déjà été conduits ici, dont il s'agirait de ne pas perdre la mémoire, complément indispensable de la projection vers l'avenir.

La Réunion 2040 s'inscrit dans cette double dynamique : celle initiée par la DATAR qui vient de conclure un grand exercice national de prospective « Territoires 2040 » ; et celle propre à La Réunion, avec ses problématiques et sa trajectoire spécifiques.

L'exercice a été conduit au sein des services de l'Etat, comme une première mise prospective, propre à alimenter la réflexion de tous et le débat élargi. La preuve par cette publication, il ne s'agissait pas de cantonner le bénéfice de la prospective à un cercle étroit, mais seulement de fournir un effort utile bien au-delà de lui, en s'appuyant sur des contributeurs facilement et rapidement mobilisables.

La Réunion 2040 n'est qu'une toute petite part d'un effort prospectif qui doit se poursuivre en permanence et s'élargir avec audace. Il y a bien des façons d'organiser l'exploration des futurs possibles. Celle qui a été retenue ici est modeste : trois grands sujets pour éclairer La Réunion sous diverses facettes ; quelques séances d'ateliers pour donner libre cours à l'exploration et à l'imagination raisonnée ; une restitution qu'on espère simple et la plus accessible possible. En tout, une petite année de travail.

Le résultat que le lecteur a entre les mains n'est en rien la parole de l'Etat sur l'avenir de La Réunion. De tels documents existent par ailleurs. Aucun n'est évidemment à l'horizon 2040. La prospective invite à la modestie. Les pages qui suivent n'ont pas d'autre prétention que de proposer de réfléchir aux chemins du futur, pour éviter d'être surpris par lui.

C'est pourquoi La Réunion 2040 ne propose pas de scénarios, contrairement aux exercices classiques de prospective, mais seulement des perspectives, à débattre, à compléter, à partager.

Jean-Luc Marx
Préfet de La Réunion

RESUME METHODOLOGIQUE

La Réunion 2040 est un exercice d'anticipation du club de prospective des services de l'Etat. Cet exercice a été conduit au cours du premier semestre 2013, sous forme d'**ateliers qui ont travaillé « à dire d'experts »**. La synthèse qui en est proposée ici n'engage que son auteur, le cabinet ACADIE en charge de l'animation du club.

Chacun des trois grands sujets abordés l'a été d'abord a titre des **enjeux actuels**, puis selon **trois perspectives** :

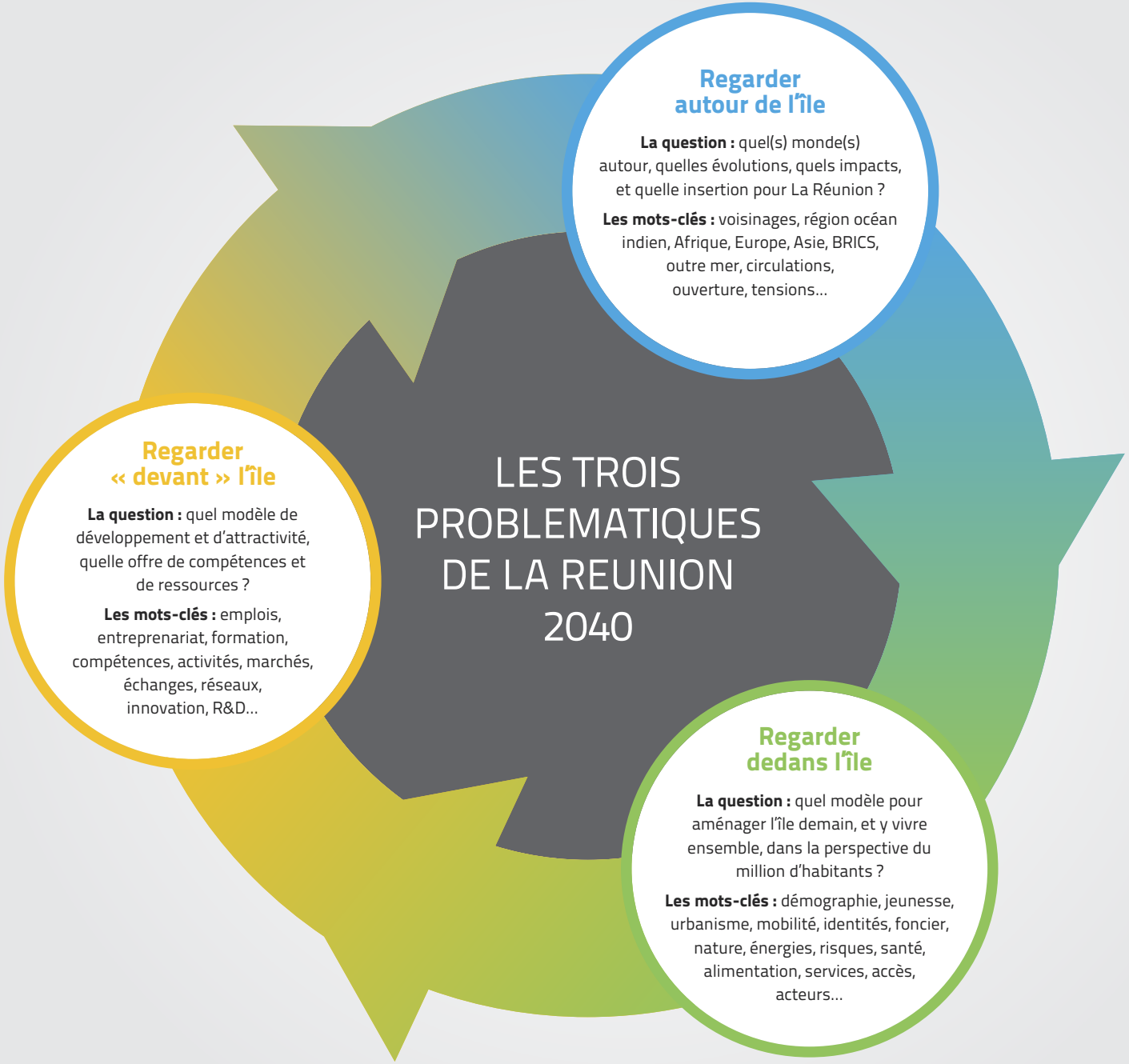
- **Le tendanciel :** ce qui est en cours et semble le plus évident pour demain.

- **La bifurcation :** un changement d'orientation crédible et imaginable, dont on peut expliquer la logique.

- **Les signaux faibles et les vigilances :** des faits avérés mais discrets, qui conduiraient vers une bifurcation en cas de généralisation, ou qui viendrait bousculer radicalement les deux perspectives précédentes.

Ces perspectives ne font pas des scénarios. Ceux-ci exigeraient un travail approfondi avec tous les acteurs concernés. Les perspectives ne sont que des éclairages de scénarios qui restent à énoncer collectivement.

Et parcequ'il semblait intéressant de compléter l'exercice, le résultat des ateliers a été soumis au regard de deux jeunes illustrateurs réunionnais, Lou Lubie et Fabrice Urbatro. Ils l'ont complété de leurs visions personnelles des perspectives à horizon 2040.



LA RÉUNION 2040

LES 3 SUJETS

AUTOUR DE L'ÎLE
L'avenir de l'île dans son environnement géopolitique et géoéconomique

DEDANS L'ÎLE
Les modèles d'aménagement et de développement de l'île face à la croissance démographique

DEVANT L'ÎLE
La trajectoire de développement de La Réunion en fonction de ses richesses, actuelles ou futures

LES 10 ENJEUX

- **La Réunion, base avancée de la France dans l'océan indien,** ou la rente de situation géopolitique
- **La Réunion, les splendeurs et misères de l'éloignement**
- **La Réunion, en marge du système océanique indien,** ou l'intégration régionale incomplète
- **La Réunion sur la route des nouvelles grandes puissances,** ou la spécialisation dédiée

- **La société réunionnaise, ses héritages,** ses structures, ses dynamiques entre délitement et résilience
- **80 % des habitants sur 20 % du territoire :** entre saturation et densification
- **La Réunion des pentes :** entre contraintes et nouveaux schémas d'organisation sociale et de développement

- **La Réunion en quête de rattrapages :** transitions réussies, transitions en panne, défis de transitions
- **La Réunion en quête d'entrepreneurs :** mises en marché, marchés fragiles, promesses de marchés
- **La Réunion en quête de qualités :** qualités activées, qualités ignorées, qualités potentielles

LA RÉUNION 2040

LES 9 PERSPECTIVES

LE TENDANCIEL	LA BIFURCATION	LES SIGNAUX FAIBLES ET LES VIGILANCES
A PART ENTIERE DANS LA ZONE OUEST OCEAN INDIEN	SOUS LA COUPE DES NOUVEAUX GEANTS	ISOLEE ET BALOTTEE ?
LE SYNDROME LIGURE	L'URBANITE TROPICALE DURABLE	LA DESUNION ?
LE CYCLE DES SERVICES	LES RICHESSES DU VIVANT	FAR IS BEAUTIFUL

L'AVENIR DE L'ILE DANS SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE ET GEOECONOMIQUE

ENJEUX ET PERSPECTIVES

L'environnement géoéconomique et géopolitique de La Réunion est en mutation rapide. L'océan indien est le nouveau bassin des grandes puissances du 21ème siècle (Pays du Golfe, Inde, Afrique du sud, mais aussi Chine, Indonésie, etc...). Jouera-t-il le même rôle que celui de l'Océan Pacifique dans le retournement du monde à partir des années 1980 ?

Les besoins en ressources primaires (terres agricoles, minerais, énergie...) des nouvelles puissances dont la croissance reste élevée, font des pays d'Afrique australe des potentiels convoités, malgré leur instabilité (Madagascar, Mozambique, Zimbabwe, etc...).

En outre, le tourisme mondialisé distribue et redistribue en permanence les cartes d'une prospérité parfois brutale. Les divers archipels et leurs îles (Mascareignes, dont La Réunion, Comores, dont Mayotte, Seychelles, Maldives, etc...) sont pris dans un jeu de concurrence stimulé par les grands investisseurs internationaux.

Département d'outre mer, La Réunion est, et sera de plus en plus, davantage qu'une simple terre de la République française en situation de grand éloignement, ou une région ultrapériphérique de l'Europe. Ses capacités à s'inscrire dans une région du monde qui bouge vite et profondément doivent faire l'objet d'une réflexion prospective, qui explore rationnellement les diverses hypothèses possibles de cette inscription.

Enjeu

LA REUNION, BASE AVANCEE DE LA FRANCE DANS L'OCEAN INDIEN

Atouts
- Une présence ancienne, stabilisée, reconnue.
- Une île bien administrée.
- Un accès privilégié à l'Antarctique.

Opportunités
- La grande aventure (économique, environnementale, scientifique...) de l'Antarctique ?
- Un nouveau couple géostratégiques français Mayotte-La Réunion ?

Faiblesses
- La marginalité relative.
- Le recul de la francophonie.
- L'absence de rayonnement économique.

Risques
- La marginalisation aggravée ?
- L'épuisement de la rente géopolitique ?

De « l'outre mer » à « l'ultra-périphérie », on mesure l'évolution du rapport de La Réunion au centre au cours du XXème siècle... Ceci dit, où sont et où seront le ou les centres du XXIème siècle ? Et qu'en sera-t-il de « l'éloignement » compte tenu de l'évolution rapide des moyens de déplacement, de transport et de communication ?

En outre, même si les 9400 km de Paris à St-Denis ne sont pas significativement raccourcis, la valeur (négative ?) de l'éloignement sera-t-elle toujours la même dans le monde de 2040 ? Dans quels domaines cet éloignement physique continuera-t-il à peser comme un handicap fort, dans quels domaines sera-t-il au contraire un atout spécifique de l'ultra-périphérie ? La France, et l'Europe, trouveront-elles encore un intérêt (voire le renouvelleront-elles) à leurs régions ultrapériphériques ? Avec quels arguments, et selon quels moyens ?

A moins que la périphérie des uns ne soit pas la périphérie des autres, et que d'autres proximités s'affirment ?

2,6 millions de km²

C'est la superficie de la ZEE, soit ¼ de toutes les ZEE de la France

122 millions de km²

C'est la superficie de la zone maritime du sud océan indien au potentiel non exploité

16,6

C'est le rapport entre les importations et les exportations de biens (déficit commercial : 4,48 milliards d'€ en 2011)

Enjeu

LES SPLENDEURS ET MISERES DE L'ELOIGNEMENT

Atouts
- La volonté du centre (France, Europe) de soutenir et subventionner ses périphéries
- L'exotisme tout en restant en France
- L'éloignement comme identité

Opportunités
- La possibilité de développer l'autonomie de certains secteurs ?
- L'attrait des périphéries dans un monde saturé ?

Faiblesses
- Le coût incompressible des transports de biens et de personnes avec le reste du monde
- L'ultra-dépendance et ses freins au développement

Risques
- L'affaiblissement du soutien de la métropole et de l'Europe ?
- Le choix volontaire du splendide isolement ?

Existe-t-il un « système océanique indien » ? Du point de vue climatique et océanographique sans aucun doute (et cela n'est pas sans conséquence sur l'île de La Réunion, île des cyclones et des éruptions volcaniques). Du point de vue économique et fonctionnel, c'est moins évident.

Cependant, les destins divergents des principaux archipels (Mascareignes, Comores, Seychelles, Maldives), et parfois à l'intérieur de chacun d'eux entre leurs îles (Maurice et La Réunion par exemple) montrent que la mondialisation a largement commencé à distribuer et spécifier les rôles.

Dans le même temps, les façades océaniques s'organisent en sous-ensembles continentaux (Afrique), ou supra-continentaux (Australie – Asie du S.E.).

Et La Réunion ? Restera-t-elle en marge de cette mise en système, du fait de sa priorité à la « continuité territoriale » avec la métropole ? Ou, à l'inverse, quelle fonction cette continuité peut apporter au système qui émerge ?

522

C'est le nombre d'étudiants étrangers en 2012 (sur 12 000), dont 162 en provenance de l'Europe et 348 de l'océan indien.

2216 €/habitants

C'est l'ensemble des soutiens européens pour 2007-2013, loin devant la Guadeloupe (1938) et la Martinique (1561), mais loin derrière Madère (2524) et Les Açores (5900).

35 €/habitants/an

C'est la dotation de compensation des handicaps spécifiques aux RUP, allouée par l'U.E. pour 2007-2013

Enjeu

L'INTEGRATION REGIONALE INCOMPLETE

Atouts
- Une île garante de stabilité et de services aux publics
- Un marché d'1 million d'habitants
- Des diasporas entreprenantes

Opportunités
- Des capacités propres en recherche-développement ?
- Un potentiel d'offres complémentaires par rapport à Maurice ?
- Un couplage privilégié avec Madagascar ?

Faiblesses
- Une île sans avantages comparatifs évidents
- Une île qui produit et exporte peu, sauf du sucre
- « Besoin de tout, envie de rien »

Risques
- Une île définitivement rentière, aux activités spéculatives garanties par la métropole ?
- Un ilot d'économie résidentielle dans un océan de croissance ?

Afrique du sud et de l'est, Moyen Orient, monde indien, Australie, Antarctique… l'environnement géoéconomique et géopolitique de La Réunion est appelé à de fortes évolutions dans les 30 ans à venir, voire à de profonds bouleversements. Même si c'est à des milliers de kilomètres de l'île, et même si parfois la source est en dehors de l'océan indien (pour ce qui est du rayonnement croissant de la Chine, ou des changements climatiques globaux), ce sont des évènements ou avènements à venir qui auront forcément des conséquences sur La Réunion, et à travers elle sur la position et la stratégie de la France.

« La Réunion, c'est la France dans l'océan indien » : quel sens prendra cette assertion en 2040 ? Dans quelle prospective de l'océan indien, et plus largement du monde tel qu'il sera organisé par les puissances du moment, s'inscrire ? Quels risques ou opportunités faut-il anticiper pour la France et La Réunion, dans cet environnement complexe ?

La façon dont la France a conçu sa position dans l'océan indien, grâce à La Réunion, n'a pas toujours été la même au cours des 4 derniers siècles. Qu'en sera-t-il au XXIème siècle ?

4,2 millions de tonnes

C'est le trafic portuaire maritime de La Réunion, contre 6,4 M. à l'Île Maurice (69 M. pour Durban, 90 M. pour Richards Bay)
2 millions

2 millions

C'est le nombre de voyageurs sur les aéroports internationaux de La Réunion, contre 2,6 M. pour l'Île Maurice.

Enjeu

LA REUNION SUR LA ROUTE DES NOUVELLES GRANDES PUISSANCES

Atouts
- Des liens historiques et constitutifs de l'espace océanique indien
- La qualité de « l'offre territoriale » : une fraction d'Europe dans l'hémisphère sud

Opportunités
- Un relais sur de nouvelles grandes routes ?
- Un « spot » de l'économie mondiale de l'environnement ?
- Des accords privilégiés avec de puissants voisins ?

Faiblesses
- Une accessibilité coûteuse ou limitée
- Une réticence à l'ouverture au monde
- L'absence de partenaires d'affaires

Risques
- La Réunion, victime du succès d'autres îles en situation comparable ?
- Un environnement régional non dénué de tensions géopolitiques ?

L'Inde, la Chine, l'Afrique, le monde arabe : ces pays ou régions mondiales ont déjà pesé par le passé sur l'histoire de La Réunion, à travers son peuplement et son développement. Parmi eux se trouvent les grandes puissances du XXIème siècle. Et au milieu de leur « cercle » océanique, La Réunion, à l'écart de tout, mais potentiellement sur bien des routes ou des passages.

Base touristique de qualité, mais d'escale courte sur la route des croisières ? Terrain d'expérimentation pour le développement des technologies adaptées aux milieux tropicaux ? Simple marché solvable et captif ? Point d'entrée pour la coopération avec l'Europe dans le développement de ses R.U.P. ? Cadre de vie aux services attractifs pour cadres expatriés rayonnant sur l'océan indien ? En quoi La Réunion peut intéresser demain l'Afrique du Sud, certains pays émergents d'Afrique de l'Est, l'Inde, la Chine, ou l'Australie, voire les pays du Golfe ?

Que peut-il se passer dans des rapports directs entre La Réunion et ce cercle de grandes puissances, qui ne relève ni forcément de l'intégration régionale (enjeu 3), ni de la médiation par Paris (enjeu 1) ?

30 par an

C'est le nombre de bateaux de croisières qui s'arrêtent chaque année à La Réunion, le plus souvent pour une seule journée.

3 000

C'est le nombre de touristes chinois que La Réunion espère capter par un produit combiné avec Maurice, sur les 8 à 10 mille qui y passent chaque année.

1962

C'est la date d'installation du Cirad à La Réunion, 2ème centre de recherche agronomique tropicale après Montpellier.

Perspective

LE TENDANCIEL

- **Le rôle et la fonction d'île de l'océan indien l'emporte sur la position de DOM**
- **La région est organisée par une grande puissance (République Sud-Africaine) et sa périphérie active (Madagascar, Mozambique, Botswana)**
- **La Réunion est une île de ressources et de sécurité des accès à ces ressources (alimentation, tourisme...)**

A PART ENTIERE DANS LA ZONE OUEST OCEAN INDIEN

En 2040, la France n'est plus la 5ème puissance mondiale. L'Union Européenne a terminé son processus d'intégration et avec lui ses politiques de convergence et de développement régional. A l'inverse, l'Afrique du Sud assume sa fonction de puissance régionale. Plusieurs pays d'Afrique de l'est sont en pleine émergence. La Réunion ne se vit plus comme un département d'outre-mer et une région ultra-périphérique, essentiellement dépendante de la France et l'Europe, mais comme partie prenante d'un espace économique de 250 à 300 millions d'habitants qui se structure en Afrique sur la façade ouest de l'océan indien.

Ce passage du statut d'Outre-Mer lointain à celui de périphérie intégrée ne signifie pas que la France a abandonné La Réunion, mais représente au contraire un changement profond des raisons de sa présence en océan indien grâce à elle. Le monde est plus multipolaire que jamais et la seule perspective de prospérité pour un pays moyen comme la France (23ème par sa population en 2050) est de s'insérer au mieux dans les nouvelles aires de développement qui s'affirment.

La Réunion ne pèse pas lourd dans son aire régionale et demeure en position périphérique, mais les autres pays de la zone savent ce qu'ils peuvent y trouver : stabilité politique et sociale, qualité environnementale, haut niveau de qualification et de compétences en particulier dans le domaine des « sciences tropicales » (environnement, santé, énergie), cadre de vie et services collectifs, vie culturelle.

L'INTERPELLATION

Cette perspective est « tendancielle », mais elle représente aussi un changement : elle fait l'hypothèse que le pacte républicain de la départementalisation, qui aura près de 100 ans en 2040, devra dans les prochaines décennies ré-énoncer les conditions qui le rendent acceptable de part et d'autre. En passant de l'isolat hérité, investi de fonctions géopolitiques, à la base avancée de la France dans des réseaux économiques régionaux, La Réunion serait, au plan de sa place et sa fonction dans l'environnement, à la fois dans la continuité et le changement, ce qui semble l'évolution la plus probable.

Cette évolution est globalement favorable à La Réunion. Elle ne se fera cependant pas sans des difficultés d'adaptation sociale, économique et culturelle aux changements qu'elle représente. C'est, pour une part, une autre Réunion qui se dessine ici, moins en appui sur Paris et Bruxelles, et beaucoup plus insérée dans les réseaux régionaux austraux de tous ordres. Anticipation qui interpelle tous les réunionnais.

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

Plusieurs facteurs peuvent venir donner des orientations différentes à la perspective tendancielle, voire en modifier le sens global.

L'Afrique du sud n'est pas garantie de maintenir et développer son rang de puissance régionale. On sait les difficultés et les très fortes contradictions internes qui pourraient l'affaiblir durablement, et la mettre en situation de dépendance vis-à-vis de véritables grandes puissances, comme l'Inde et la Chine (ce qui oriente alors vers la perspective de bifurcation).

La Réunion ne sera pas forcément si intégrée dans l'environnement régional, du fait de sa position géographique et de son faible poids démographique. C'est alors la perspective dessinée par les signaux faibles qui l'emporterait.

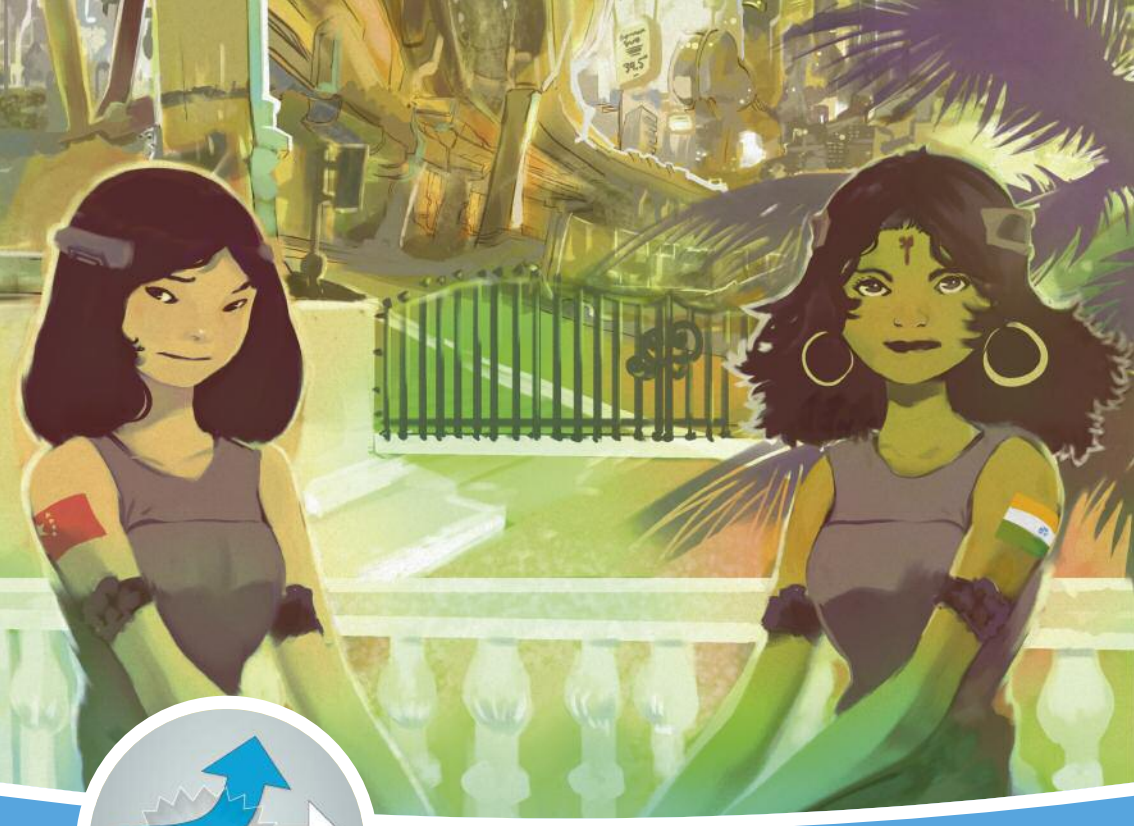
L'intérêt que l'Europe portera à la zone océan indien et à son intégration commerciale, voire économique, est vraisemblable, mais de quelle Europe s'agira-t-il en 2040 ?

Enfin, le facteur le plus susceptible de fonder, ou au contraire d'affaiblir la perspective tendancielle, est la nature et la forme des relations que La Réunion saura construire dans les trente prochaines années avec l'île Maurice, et réciproquement.

De ce point de vue, la perspective tendancielle semble relativement discrète, car elle tient compte de l'état actuel de ces relations, qui sont loin d'exploiter le potentiel d'interdépendance entre deux îles si proches.

Mais on peut imaginer (et aussi espérer) que l'intégration régionale de La Réunion dans l'océan indien passe avant tout par une alliance fonctionnelle et stratégique avec son plus proche voisin, malgré tous les obstacles actuels à ce rapprochement.

NOTES



Perspective

LA BIFURCATION

- **L'Inde et La Chine se partagent l'océan indien**
- **L'économie pétrolière bouleverse la zone, y compris l'île, indirectement (investissements, migrations...)**
- **La Réunion est « sur les routes » (plateforme relais), y compris celles des conflits**

SOUS LA COUPE DE NOUVEAUX GEANTS

En 2040, l'Inde est le premier pays du monde en population, le PIB de la Chine a dépassé celui des Etats-Unis depuis 15 ans déjà, ces deux nouvelles grandes puissances rivalisent dans la compétition de l'accès aux ressources nécessaires à leur développement. Cette compétition n'est pas favorable à la bifurcation énergétique ni au changement global du comportement économique d'exploitation des ressources finies : l'océan indien est très convoité, pour son pétrole, ses richesses minérales et halieutiques, ses routes et accès entre Asie, Afrique, Océanie et Antarctique, qui sont autant de grands marchés ou de grands gisements.

L'horizon du peak oil est constamment repoussé par des investisseurs prêts à assumer des coûts d'extraction toujours plus élevés. Le monde est plus marqué que jamais par la géopolitique du pétrole, en dépit des nombreux et graves désordres économiques, socioculturels, environnementaux, qu'elle alimente. L'océan indien est une de ses nouvelles terres, notamment le canal du Mozambique.

Il n'y a pas de pétrole à La Réunion, mais l'île se trouve entraînée dans cette vaste aire océanique d'exploitation et de commerce énergétiques, et de tensions géoéconomiques et géopolitiques inhérentes au bouleversement pétrolier. Elle sert de base arrière pour les investisseurs, qui y trouvent des compétences techniques, un cadre bancaire, financier et commercial sécurisé, ou tout simplement un cadre de vie préservé, accueillant pour leurs employés à divers moments de l'année. D'une façon ou d'une autre, l'argent du pétrole circule, ainsi que les populations de la zone qui le suivent.

L'INTERPELLATION

On peut estimer avoir affaire ici à une perspective de bifurcation : les facteurs qui l'expliquent s'inscrivent, certes, dans des tendances avérées – pour ce qui concerne l'Inde et la Chine – mais les conséquences pour La Réunion seraient un bouleversement de son contexte régional, et pas tant de son propre fonctionnement économique et social. Cette perspective n'est guère favorable à La Réunion qui se verrait imposer de l'extérieur ses nouvelles fonctions géoéconomiques dans un environnement plutôt instable. Pour ne pas être uniquement en situation de subir, La Réunion est invitée ici à renforcer ses capacités de valorisation et de sécurisation de ses atouts propres, en tant qu'ilot sur la route des grandes puissances de demain, dans un monde moins protecteur et moins « européen » que jamais.

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

Par définition, la perspective de bifurcation n'est pas stable. Même si l'appétit des deux géants asiatiques pour le continent africain est tout à fait avéré et s'inscrit dans un tendanciel fort, on ne sait pas dire ce qui résultera à long terme de ces stratégies. Deux ou trois facteurs peuvent venir orienter autrement la bifurcation ici présentée

L'Australie peut demain peser d'un poids suffisant pour que le barycentre des relations océano-indiennes se déporte vers l'est, n'entraînant pas la façade occidentale, donc l'Afrique de l'est, dans les bouleversements prévus.

Face aux nouvelles grandes puissances asiatiques, d'hypothétiques « Etats-Unis d'Europe » pourraient, au milieu du siècle, commencer à peser eux aussi d'un nouveau poids géostratégique.

Il n'est pas à exclure non plus que l'Amérique du sud représente en 2040 le poids lourd de l'économie mondiale et qu'ainsi elle s'investisse davantage dans la zone de l'océan indien.

Quant à La Réunion, une intégration très poussée avec son voisin mauricien, pris dans le même contexte d'instabilités, pourrait lui donner davantage de capacités de se faire entendre dans ce monde de nouveaux « grands ».

Comme on le voit, la bifurcation peut être travaillée par d'autres logiques qui la contesteraient, ramenant alors vers les autres perspectives évoquées par ailleurs.

NOTES

Perspective

LES SIGNAUX FAIBLES

- **Affaiblissement des capacités de soutien de la part de la France et de l'Europe**
- **Aboutissement de la trajectoire d'intégration dans une économie résidentielle métropolitaine élargie**
- **En retrait dans son espace régional, l'île reste « à part » dans l'économie régionale de l'océan indien**

LES VIGILANCES

- **Bouleversements socio-économiques dus au changement climatique aggravé et ses effets catastrophiques globaux et locaux**
- **Déstabilisation globale de la zone (climatique, géo-économique, géopolitique)**
- **Isolement par vente des atouts (ZEE, accès aérien et portuaire…)**

ISOLEE ET BALOTTEE ?

Et si en 2040…

- La France et l'Europe n'étaient plus en capacité de soutenir comme elles le font encore aujourd'hui leurs territoires d'outre-mer et d'ultra-périphérie, par divers dispositifs spécifiques, du fait d'une stagnation durable des budgets publics ?
- La Réunion devenait alors, vraiment, une région française « comme une autre », malgré l'éloignement et la dépendance des approvisionnements, mais grâce à une attractivité banale (bien que tropicale) à l'égard du vaste marché résidentiel européen ?
- La Réunion développait malgré tout une économie relativement prospère basée sur les services résidentiels et la consommation de revenus gagnés pour l'essentiel en dehors de l'île, « redistribués » par la mobilité des ménages solvables et l'arrivée constante de nouveaux résidents ?
- Les 9 500 km qui séparent La Réunion de la France et l'Europe n'avaient plus du tout la même signification et le même coût, dans un monde largement numérisé et ayant réduit significativement le coût des transports et déplacements à longue distance, accentuant encore les mobilités intercontinentales ?
- La Réunion restait résolument une île non intégrée au système économique régional, sinon par son offre résidentielle et touristique (mais sans à proprement parler « d'industrie du tourisme »), et défendait ce statut et ces fonctions d'île en retrait, pour mieux maintenir une certaine qualité de vie ?
- Les autres pays et économies de la zone confirmaient cette orientation complémentaire et non-concurrente aux leurs, en renonçant à des investissements massifs, mais en adhérant au choix du slow développement de l'île ?

**Attention, d'ici 2040,
il est toujours possible que :**

- Un aléa naturel ou un événement climatique majeur coûte très cher à La Réunion, directement ou indirectement.

- L'accentuation catastrophique du réchauffement climatique (au-delà des +3° d'ici la fin du siècle) ait des impacts désastreux (sécheresse prolongée, ennoiement des zones littorales basses, etc.), dont on sait que les premières victimes sont toujours les populations les plus vulnérables.

- La sécurité globale de la zone se dégrade par déstabilisation géopolitique durable de la région, y compris pour des raisons liées aux précédentes et induisant des migrations régionales perturbantes.

- La Réunion pâtisse des difficultés des autres, avec par exemple une Afrique du sud qui ne parviendrait pas à sortir d'un apartheid économique de fait, ou une Île Maurice qui connaîtrait de graves conflits internes.

- L'évolution globale du contexte géopolitique et géoéconomique planétaire renvoie La Réunion au statut d'îlot perdu au milieu de l'océan, la France, l'Europe, et d'autres puissances internationales ayant bien d'autres horizons stratégiques…

- … lequel îlot rappellerait sa présence surtout à l'occasion d'explosions sociales dues à un chômage toujours plus massif (40 % au lieu des 30 % actuels, et 80 % chez les jeunes actifs, au lieu des 60 % actuels).

L'INTERPELLATION

Ces signaux faibles sont-ils des signaux de faiblesse ? Plutôt que de les lire comme un ensemble convergent et cohérent de transformations qui dessineraient un « scénario », il semble plus judicieux de les lire comme autant de facteurs pouvant venir infléchir ou accentuer l'une ou l'autre des deux grandes perspectives précédentes. La probabilité que ces signaux se confirment tous ensemble est sans doute faible, mais l'invitation à l'anticipation de chacun d'eux, même pris isolément, est intéressante, au regard des perspectives souhaitables de développement.
L'intérêt de désigner ces perspectives comme des champs de vigilance n'est pas de « se faire peur », en racontant la conjonction des catastrophes. Si on devait être conduit à considérer ces perspectives comme probables, systémiques, et non accidentelles ou catastrophiques, il conviendrait de les intégrer dans une prospective du tendanciel ou de la bifurcation. Au demeurant, les phénomènes décrits par ces perspectives sont d'ores et déjà pris en compte dans les approches précédentes, mais en les considérant selon une moindre intensité et dans des expressions non paroxystiques.
La catastrophe – quelle qu'elle soit – n'étant jamais à écarter, elle interpelle la capacité de résilience de La Réunion, de sa société, de son économie, de ses territoires, de ses organisations, etc…

Laquelle interpelle à son tour :

- d'une part, la capacité collective à sortir, après la catastrophe, des choix et des modes (de localisation, d'occupation de l'espace, d'activités, de modes de vie, technologiques…) qui y exposaient particulièrement. En ce sens, la résilience, c'est d'abord la capacité de changement.

- d'autre part, la capacité à rester collectif après la déflagration que représente la catastrophe, et à retrouver vite, grâce à des repères résistants et une éthique commune, l'énergie de la réparation. En ce sens, la résilience, c'est d'abord la solidarité.

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

Les signaux faibles introduisent dans la prospective des facteurs d'incertitude dans la mesure où il est difficile de mesurer leurs effets à venir, c'est-à-dire leur puissance demain. La perspective d'une Réunion à la fois faiblement intégrée dans la zone, et entièrement portée par l'économie résidentielle, dépend de quelques grands facteurs comme :

- Le coût des transports aériens, puisque cette économie résientielle serait largement dépendante de ménages venant s'installer, provisoirement ou non, dans l'île.

- La valeur de l'euro, puisque ces mêmes ménages pourraient être incités à d'autres choix résidentiels afin de mieux faire valoir leur pouvoir d'achat.

- Le niveau de services, leur spécificité, la sécurité de leurs accès : facteurs qui sont, contrairement aux précédents, davantage dépendants du contexte propre à l'île et de la qualité de ses politiques publiques.

La même logique que celle décrite par ces signaux faibles (résidentialisation, banalisation des fonctions essentiellement tertiaires et basiques, relatif isolement à l'égard de l'économie productive de la zone) peut d'ailleurs advenir dans d'autres fractions de territoires voisins, comme Madagascar, mettant alors La Réunion, au contraire, en position d'investisseur.

La seule perspective dérivée de celle que tracent ces vigilances, perspective à laquelle on est tenté de réfléchir, est bien entendu celle d'une sortie de la situation de crise, telle qu'elle est imaginée sous ses diverses formes et par ses divers déclencheurs. On voit bien comment une crise peut en amener une autre, une dégradation faciliter la suivante. C'est la logique de cette perspective que de mettre en garde contre une spirale descendante.

Répétons que l'intérêt prospectif de ces hypothèses n'est pas le catastrophisme, mais le rappel de la mémoire de la catastrophe. Car certains des aléas dont peuvent résulter des catastrophes sont inéluctables : la seule chose qui reste incertaine, c'est la date de leur évènement et leur portée catastrophique. Paradoxalement, cette approche prospective par les vigilances est une invitation à produire une mémoire collective partagée, à se souvenir des leçons des catastrophes passées, qui sont, heureusement, les seuls moments d'apprentissage des bonnes réponses aux situations extrêmes.

Au-delà, commence la réparation, la renaissance, le redressement. C'est là que la perspective de catastrophes peut réellement en ouvrir d'autres, même si personne ne la souhaite à La Réunion. Si La Réunion est aujourd'hui une place reconnue internationalement en matière de médecine tropicale et de recherche immunitaire, c'est sans doute non sans rapport avec la crise du Chikungunya de 2005-2006

LES MODELES D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE L'ILE FACE A LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Cette problématique est celle de la croissance démographique et des modalités de tous ordres par lesquelles un territoire l'absorbe. Quels enjeux, quels impacts, quelles réponses collectives et publiques ?

Un million d'habitants en 2040 : comme presque partout en France, La Réunion tend vers un maximum démographique qu'elle pourrait atteindre vers le milieu du siècle. Cette perspective historique pose la question de la pertinence, ou la résilience, de son modèle d'aménagement, largement hérité de son passé colonial. Les contraintes de l'île volcanique ne vont pas changer. Ce qui devra changer, ce sont les rapports à l'espace, en particulier au littoral, les modes d'occupation de l'espace et d'habiter, l'utilisation des ressources locales (consommation vs. renouvellement), l'organisation de la mobilité, etc. Avec un territoire plus peuplé que jamais, c'est toute la fonctionnalité de l'île qui sera réinterrogée : densification ? Extension du domaine occupé ? Intensification des concentrations existantes ? Rééquilibrage de ces concentrations entre elles ? Rapports urbain/rural ? Rapports hauts/bas ? Etc...

Ces questions sont aujourd'hui saisies à travers un modèle d'aménagement et de développement : le développement durable. A-t-il commencé à changer l'organisation et le fonctionnement de l'île ? Qu'en sera-t-il durant la prochaine génération ? Ce modèle conservera-t-il son sens actuel ? Quelles nouvelles réponses et nouvelles normes collectives pourraient émerger chemin faisant, dans un système sous contraintes croissantes ?

Si cette problématique est évidente et déjà pressante, elle n'est pas facile pour autant. En particulier, la saisir en des termes prospectifs implique de ne pas se cantonner uniquement aux réponses connues **et dominantes, mais à en explorer les alternatives, aussi dérangeantes soient-elles.**

Enjeu

LA SOCIETE REUNIONNAISE, SES HERITAGES, SES STRUCTURES, SES DYNAMIQUES : ENTRE DELITEMENT ET RESILIENCE

Atouts

- Des structures collectives encore solides (familles, communautés, îlets, quartiers, associations…)
- Un regain culturel et patrimonial, dans la tolérance de la diversité
- L'attachement de la jeunesse à son île

Opportunités

- L'apport des 324 000 entrants (pour 331 000 sortants) ?
- Les compétences de la jeunesse réunionnaise ?
- Les nouvelles activités sociales d'une société vieillissantes ?

Faiblesses

- Un chômage à plus de 30 % (60 % pour les moins de 25 ans)
- Une frustration croissante, entre désir de consommation et solvabilité
- Des « pathologies collectives » persistantes

Risques

- Une situation sur-explosive pour la jeunesse ?
- Une émigration des compétences + immigration pauvre ?
- Une atonie sociale renforcée par le vieillissement ?

Comme toute société, la société réunionnaise ne cesse de changer, sans cesser de faire perdurer ce qu'elle est et ce qui la distingue. A sa manière, elle participe du « mystère français » (Todd et Le Bras, 2013). Comment la croissance démographique en cours et à venir travaille ce rapport entre héritages et mutations ? Comment les grandes structures sociales et sociétales bougent-elles et vont-elles bouger ?

La famille, les rapports intergénérationnels, les relations hommes/femmes, les structures communautaires, les relations entre communautés ou transcommunautaires, les modes de consommation et de vie, les rapports au travail, aux savoirs, au passé, aux lointains, les formes de pathologies collectives (alcool, violences…), la construction des identités, les pratiques linguistiques… autant de facteurs dont il est très difficile de lire à l'avance les évolutions, et qui sont pourtant à la base de la transformation sociale.

Une seule certitude : La Réunion comptera environ 1 M. d'habitants, dont un quart de plus de 60 ans.

1 061 000 habitants

C'est la population de La Réunion en 2040 selon le scénario tendanciel « central » de l'INSEE. Soit 33 % de plus qu'en 2007.

32 %

de la population bénéficie de minimas sociaux (8 % en métropole)

1/3

C'est la proportion des moins de 20 ans à La Réunion (en métropole, cette proportion sera de ¼ en 2040).

Enjeu

80 % DES HABITANTS SUR 20 % DU TERRITOIRE : ENTRE SATURATION ET DENSIFICATION

Atouts

- Une ville linéaire qui pourrait avoir une certaine fonctionnalité
- Une production urbaine attachée aux standards européens
- L'absence d'opposition villes/campagnes

Opportunités

- La densification, invitation à l'intervention et la régulation publiques ?
- Des hautes densités propices aux solutions collectives (TC, services...) ?
- La mise en valeur du littoral ?

Faiblesses

- Un système de circulation totalement saturé et très peu collectif
- Une faible culture des centralités
- Une gestion territoriale en retard sur les besoins

Risques

- La ségrégation par l'évitement de la densité ?
- La multiplication des blocages de développement dus aux conflits d'intérêts ?
- L'asphyxie générale de l'île malgré tous les efforts routiers ?

Avec 333 habitants au km², La Réunion est plus densément peuplée que le Nord-Pas-de-Calais, mais en réalité sa densité est plus proche de celle de la Région Ile-de-France (972) car la population est très fortement concentrée dans la ceinture littorale. En effet, compte tenu de la morpho-géologie, seul un peu plus du tiers des 2 500 km² de superficie sont aujourd'hui aménagés (1 000 km²). Où et comment vont s'installer les 30 % supplémentaires, les activités induites et les infrastructures supplémentaires ?

Même s'il ne faut pas écarter les possibilités d'une expansion des zones habitées, c'est essentiellement par complément au sein de celles-ci (hors des cirques, il s'agit la plupart du temps du territoire sous la ligne des 400 mètres), et par densification des zones déjà construites, que la population nouvelle sera accueillie. Quoi qu'il en soit, les modes précédents d'occupation de l'espace, d'aménagement et d'urbanisme ne peuvent qu'en être fortement modifiés, voire profondément bouleversés.

A quoi va ressembler La Réunion de demain ? Quelles solutions faudra-t-il avoir mis en œuvre pour ne pas dégrader l'habitabilité de l'île ?

La moitié des réunionnais

vivent dans les 4 communes les plus peuplées : St-Denis, St-Pierre, St-Paul et Le Tampon.

77 %

C'est la part mondiale de la voiture dans les déplacements domicile-travail en 2009 (TC : 5 %)

501 litres

C'est la consommation d'eau annuelle par habitants (pour 274 en métropole)

Enjeu

LA REUNION DES PENTES : ENTRE CONTRAINTES ET NOUVEAUX SCHEMAS D'ORGANISATION SOCIALE ET DE DEVELOPPEMENT

Atouts

- Une fine organisation des proximités et des solidarités (entre-deux, ilets, ravines, quartiers)
- Un système plus sobre (que le littoral) à l'égard des ressources du territoire

Opportunités

- Un système propice au développement local intégré et à ses innovations
- La mise en valeur des ressources des Hauts

Faiblesses

- L'effet d'éloignement et de relégation
- L'effet de segmentation et de cloisonnement
- L'exposition aux risques et la vulnérabilité

Risques

- L'intrusion de projets dé-structurants et hors d'échelle
- Le clivage Hauts / bas
- La sanctuarisation des Hauts, obstacle au développement

Dans la commune de Salazie, 80 % du territoire est soumis au Plan de Prévention des Risques ! A La Réunion, la pente est rarement douce. Elle conjugue la forte déclivité, un modelé de surface très lacéré par l'érosion qui la rend difficile à circuler, et une forte instabilité qui oblige à des travaux permanents de réparation. C'est pourtant là que bat pour une large part le cœur de La Réunion, sinon au sens économique, du moins au sens culturel et social.

La pente est un enjeu prospectif pour deux raisons. D'une part, parce que la bande littorale ne pourra se densifier éternellement et que le peuplement tendra spontanément à « remonter » vers l'espace disponible. D'autre part, parce que c'est une fraction essentielle de la société réunionnaise qui s'organise là, dans un entre-deux entre la frange urbaine littorale de plus en plus touristique (à l'ouest) et l'espace naturel des Hauts.

Mais entre la bande littorale saturée et les Hauts protégés, voire sanctuarisés, quelles évolutions faut-il imaginer ou anticiper pour « La Réunion de l'intérieur », celle des mi-pentes et des cirques ?

20 % de la population

habitent dans les Hauts. Le taux de chômage y est de 10 points supérieur à la moyenne de l'île.

47 % de la superficie

de l'île est en espaces naturels protégés.

20 %

C'est la proportion du littoral classée en espaces artificialisés.

Perspective

LE TENDANCIEL

- **L'urbanisation croissante, à la fois par densification et par prolifération, en buttée sur des sanctuaires**
- **Sur les côtes : le « syndrome ligure », le fonctionnement dans la saturation, l'embolie au quotidien, les tensions sur l'espace et les ressources**
- **Une société plus finement fragmentée, mosaïque de profils diversifiés, mais qui maintient sa cohésion tant bien que mal grâce au filet-trame des services publics et sociaux, et au compromis culturel ambiant**

LE SYNDROME LIGURE

La Réunion a dépassé 1,1 million d'habitants et la croissance démographique se poursuit, dans une île toujours plus dense. Saturant presque tout le pourtour de l'île, à l'exception de sa rive sud-est, l'urbanisation continue de proliférer en remontant les pentes vers les cœurs, sanctuaires renforcés et actifs, donc sous tension, des richesses environnementales de l'île. Les Chartes d'Aménagement Durable (CAD, qui ont remplacé les SCOT après 2020) s'efforcent de suivre et bonifier les progrès de la densification à travers l'étalement, mais n'empêchent pas la tâche urbaine de poursuivre son expansion.

La pression sur l'espace est générale et se ressent au quotidien. La logique inflationniste domine : inflation des prix du foncier, inflation immobilière, inflation des encombrements, inflation des besoins en ressources, etc… L'urgence des besoins et le retard permanent des réponses correctives sont constitutifs de l'action publique, qui court derrière la croissance.

La société est fragmentée, plus diversifiée, plus profilée, plus typologique qu'il y a 30 ans. Elle exprime les différentes capacités des ménages à habiter et vivre l'île selon les positions de chacun vis-à-vis du littoral, dans les pentes, et jusqu'aux hauts : bord de côte largement touristisé et en partie privatisé sur un mode « ligure » ; arrière-côte « servante » mélangeant les quartiers populaires intégrés, les espaces commerciaux et d'activités, et les infrastructures du tour de l'île ; basses pentes gentrifiées, entrecoupées d'interstices informelles ou alternatives dans les ravines ; pentes intermédiaires et hauts créolisés, aux situations variables selon la qualité des accès et des orientations, etc…

Mais cette société n'est pas pour autant plus conflictuelle qu'auparavant. La cohésion demeure grâce aux capacités d'investissements publics qui, bien qu'eux-mêmes sous haute pression, privilégient le maintien des garanties et mesures d'accompagnement et de redistribution sociales, et aussi parce que les réunionnais restent attachés au compromis culturel de l'île cosmopolite.

L'INTERPELLATION

Cette perspective est clairement tendancielle : elle raconte l'inexorable artificialisation de l'aménagement de l'île, en fuite dans son modèle extensif de croissance, qui corrige des situations ici mais recrée des problèmes identiques ailleurs. Si on la considère comme telle, sans la remettre en cause (cf. la bifurcation), elle exige des collectivités territoriales qu'elles dégagent toujours des moyens publics d'intervention pour suivre la croissance des besoins et réguler tant bien que mal l'aménagement de l'espace et le fonctionnement social.

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

Le tendanciel décrit en matière de gestion de l'île ne peut pas être pensé comme indépendant des efforts publics correctifs qui le concernent. Sous bien des aspects, cette perspective tendancielle pourrait donner l'impression d'une mise en échec du SAR, et d'une façon générale de toutes les politiques publiques qui s'efforcent depuis au moins une dizaine d'années d'appliquer une approche plus durable du développement et de l'aménagement.

Or les efforts en faveur de la qualité des territoires font également parti du tendanciel, et produisent par exemple toute la différence entre l'aménagement du territoire à La Réunion et son équivalent à Maurice.

Il faut donc sans doute tenir compte du fait que cette perspective contient son propre contre-tendanciel, sous forme de politiques volontaristes déjà à l'œuvre, en matière de protection de l'espace agricole, de conservation des espaces naturels, de développement d'alternatives énergétiques, etc...

De ce fait, la perspective est moins « entière » qu'il pourrait n'y paraître. Toute l'île n'est pas sous la même pression. Une certaine complémentarité entre territoires demeurera même, et surtout serait-on tenté de dire, si la saturation littorale progresse.

Toutefois, l'intérêt de cette interpellation par le tendanciel est de porter l'attention prospective sur des nœuds de développement, comme la capacité de l'île à produire des matériaux de construction, ou la capacité de ses collectivités locales à entretenir des voiries et réseaux divers à la fois vieillissants et proliférants.

NOTES

Perspective

LA BIFURCATION

- **L'île de la ville tropicale durable, avec son nouveau modèle de déplacement et d'habitat, pour répondre aux besoins induits par la croissance démographique**

- **Accentuation des écarts sociaux et logique ségrégative duale alimentée par l'inégal accès aux solutions de la durabilité**

- **Le million d'habitants n'est pas atteint : la croissance s'est atténuée, par ralentissement des entrées et achèvement plus rapide de la TDconflits**

L'URBANITE TROPICALE DURABLE

En 2040, La Réunion n'a pas atteint le fameux million d'habitant qu'on lui prédisait. La transition démographique est quasi achevée, le solde migratoire est légèrement négatif. La pression de la croissance a relâché son étreinte sur l'organisation de l'espace et sur la course aux besoins. On est sorti du modèle de développement extensif et on travaille, depuis 20 ans, le nouveau modèle de l'île et de la ville, tropicale durable.

Le grand projet de nouvelle route du littoral ne s'est pas fait tel qu'imaginé. A défaut de cet ultime chantier automobile, on a multiplié les innovations et les solutions alternatives d'aménagement et de mobilité, avec la recherche systématique de mettre en adéquation urbanisme, localisation des services, déplacements et économie de l'énergie. Diverses solutions en TC – y compris le transport par câble dont s'enorgueillit désormais St-Denis – en accès numérique à distance, en usages automobiles mutualisés, en chrono-aménagement, en urbanisation compacte – y compris les nouveaux quartiers sur l'eau dont s'enorgueillissent certaines communes de l'ouest– font de La Réunion une terre d'expérimentations qui passionnent toutes les îles tropicales à forte densité, parmi lesquelles elle est la première à avoir atteint l'autonomie énergétique.

La bifurcation, c'est un nouveau modèle – au demeurant largement financé par l'investissement et les initiatives privés – qui comporte ses travers et ses oubliés. Les écarts sociaux et leurs logiques ségrégatives s'organisent selon l'inégal accès aux innovations environnementales et aux nouvelles formes de la ville tropicale durable. Tout le monde n'a pas bifurqué, et à côté des belles réalisations « éco-gentrifiées », voire fermées, demeurent des poches de retard accentué, où s'affirment du coup de nouvelles alternatives, proprement créoles, aux standards de la ville tropicale durable.

L'INTERPELLATION

Cette perspective de bifurcation semble globalement favorable à La Réunion. Elle ouvre un champ de conceptions alternatives aux enjeux multiples où les innovations peuvent se nourrir les unes les autres (énergies, mobilité, services, urbanisme, cohésion sociale, solidarité etc…). Mais elle interpelle la société réunionnaise dans son ensemble, quant à ses capacités culturelles et idéologiques à ne pas se séparer dans la bifurcation entre le « in » et le « out », et à éviter la société plus duale qui pourrait résulter d'un aménagement plus durable.

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

En matière de conceptions radicalement alternatives pour l'aménagement et le développement des territoires de La Réunion, il n'y a pas de raisons de brider l'imagination, à l'horizon de trente ans. On peut, par exemple, s'autoriser à reposer la question d'un train (touristique ? Interurbain ? En crémaillère ?), même si aujourd'hui ce genre de projet est hors d'atteinte des finances publiques. La Réunion a récemment montré qu'elle savait trouver les moyens de porter de grands chantiers et travaux d'infrastructures dépassant le milliard d'euros. Qu'en sera-t-il demain ?

La logique de cette bifurcation collective vers un autre modèle d'aménagement sous-entend sans doute une évolution équivalente de la gouvernance territoriale de l'île. Cette problématique n'a cependant pas fait l'objet des présents travaux.

Par ailleurs, la perspective semble conditionnée par un ralentissement significatif de la pression démographique, soit par baisse accélérée de la transition démographique, soit par renversement du solde migratoire. Une partie de cette équation est à Mayotte, et dans le courant migratoire qu'elle alimentera, ou pas, en fonction de l'évolution de sa propre situation, au sein de l'archipel des Comores.

Façon de rappeler que les perspectives d'évolution de l'île face à sa croissance démographique ne sont évidemment pas étrangères à celles qui traient de l'évolution de son environnement géopolitique et géoéconomique.

NOTES

Perspective
LES SIGNAUX FAIBLES

- **Une île à fort turn over sociodémographique**
- **Une société plus conflictuelle et moins soudée**
- **Une créolité qui fait de plus en plus débat.**
- **Une certaine ruralisation par endroits et pour certaines fractions de la société**

LES VIGILANCES

- **Perte de contrôle sur l'extension du domaine habitable de l'île : dé-sanctuarisation, occupation des zones réputées dangereuses ou inaccessibles, remontée vers les hauts, etc...**
- **Forte remise en cause du modèle métissé réunionnais par les influences et apports extérieurs qui le contestent**
- **Collapse environnemental : la gestion des déchets, l'accès à l'eau, la dépollution, la sécurité sanitaire et alimentaire, ne sont plus garantis**

LA DESUNION ?

Et si en 2040...

- Les jeunes Réunionnais quelles que soient leurs qualifications et leur parcours d'étude s'expatriaient en masse, principalement dans les pays de l'océan indien, à la fois plus proches, plus ouverts, plus faciles professionnellement que l'Europe ?
- Le lissage des conditions salariales des fonctionnaires Réunionnais sur ceux de la métropole rendait l'île moins attractive pour ces derniers, moins nombreux à venir travailler et pour un temps plus court ?
- La Réunion devenait une destination nouvelle pour les retraités de la métropole, le climat y étant plus favorable, le foncier plus abordable, la région plus attractive, (notamment du fait du développement de lignes low cost entre les pays de l'océan indien qui auront considérablement développé leur économie touristique) ?
- La société réunionnaise rencontrait des tensions vives, exacerbées par l'accroissement du chômage, des inégalités sociales mais aussi de l'immigration régionale ?
- Ces crispations prenaient, dans une île jusque-là exposée mais plutôt préservée, un tournant communautaire et religieux, davantage par exportation d'un phénomène contestataire fondamentalement métropolitain ?
- La créolité faisait de plus en plus débat, avec des ardents partisans de sa promotion pour tous et au contraire des populations qu'elle ne mobiliserait pas, ou plus, parce que davantage métissées, plus mondialisées, moins concernées ou encore rattachées à d'autres indicateurs et moteurs culturels tout autant marqués ?
- La dégradation des conditions de vie et les tensions urbaines poussaient de nombreux Réunionnais vers les Hauts de l'île et les zones rurales des plaines, la petite agriculture de subsistance, l'économie et l'habitat informels leur permettant de joindre les deux bouts ?
- La stratégie résidentielle des classes supérieures, répondant davantage à des exigences de confort et de cadre de vie, se portait sur ces mêmes territoires, créant de nouvelles zones de conflictualité et de nouveaux enjeux de proximité ?

**Attention, d'ici 2040,
il est toujours possible que :**

- Les Réunionnais soient bien plus nombreux que le 1,1 million projeté, du fait d'un rebond de la transition démographique, ou de phénomènes migratoires mal contrôlés.

- Le modèle métissé réunionnais ait été mis à mal, et que la population ait perdu son identité et ses références communes.

- De véritables favelas à la créole se généralisent en périphérie des villes, dans les zones les plus dangereuses, les plus inaccessibles, les plus exposées, posant de véritables problèmes de sécurisation, d'équipement, de mise en accessibilité de ces quartiers ainsi que d'accompagnement et de suivi de leurs habitants confrontés à la paupérisation, l'exclusion et les violences de tous ordres.

- Les aléas climatiques soient devenus plus intenses, plus fréquents plus dévastateurs pour l'île, posant à la puissance publique de redoutables problèmes de maintenance de l'île, en chantier permanent.

- Le rêve réunionnais de l'île-nature soit (à jamais ?) compromis, ses atouts érodés par trop de développement (érosion du récif corallien, désordres littoraux, recul de la biodiversité, extension du domaine habitable dans les hauts et les zones anciennement préservées).

- Les conditions d'accès à l'eau, de gestion des déchets, de sécurité sanitaire et alimentaire, posent à nouveau de graves questions publiques, après plus de deux générations de progrès en la matière, questions auxquelles les collectivités locales ne seraient plus en mesure de répondre.

L'INTERPELLATION

L'ensemble de ces signaux sont (encore) plutôt faibles, quoi que bien réels. Ils ne constituent pas forcément une perspective globale, encore moins un scénario, mais ils interpellent fortement les deux grandes perspectives que dessinent le tendanciel d'une part, la bifurcation d'autre part. Ils dessinent une Réunion des conflits, sociaux, communautaires, d'usages, qui n'est pas improbable, soulèvent des questions, et appellent des anticipations d'ordre plus socioculturel que démographique.

La plupart des facteurs de dégradation, qui appellent à la vigilance en matière d'aménagement et de développement d'une île sous pression démographique, sont des facteurs endogènes, dépendant de la volonté des acteurs de La Réunion : d'une façon ou d'une autre, la perspective décrite ci-dessus signifierait une défaite des politiques publiques et de leurs capacités à servir le bien public et l'intérêt général. L'interpellation porte ici clairement sur le système réunionnais des politiques publiques : qu'est-ce qui pourrait les affaiblir, enclencher leur déclin et leur perte d'efficacité ? Et inversement à quelles conditions de politiques publiques les perspectives très négatives énoncées au titre des vigilances pourraient-elles être radicalement écartées ?

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

La perspective ouverte à partir de l'énoncé d'un certain nombre de signaux encore faibles, voire carrément hypothétiques, ne porte pas tant le débat sur les questions d'aménagement que sur celles du vivre ensemble et de la cohésion sociale.

L'idée d'un fort turn over, qui verrait une différence marquée entre la nature des entrants et celle des sortants, peut de ce point de vue alimenter divers options prospectives.

Compte tenu du poids somme toute modeste de la population de l'île, qui équivaut à une ville moyenne européenne, ce ne sont pas tant les quantités de population qui sont en jeu, que les groupes et leurs capacités à trouver leur place dans la société réunionnaise.
De ce point de vue, la question de l'immigration mahoraise et/ou comorienne n'a pas fini de faire débat.

La perspective décrite au nom des vigilances n'est évidement pas acceptable. Il est donc difficile de réfléchir à partir d'elle, en la posant comme une hypothèse « stratégique ». Il s'agit, au contraire, de repérer les sujets qui pourraient enclencher de telles logiques, dont une sorte de spirale de dégradation des relations au sein de la société réunionnaise, afin de chercher à les contrer à leur source.

Mais comme sous l'effet à la fois destructeur et créateur des crises exogènes, c'est aussi à partir de ces tensions que la société réunionnaise peut se transformer.

A cet égard, les débats parfois vifs qui concernent le Parc National et ses missions font pleinement partie des perspectives à soumettre à la vigilance, afin de formuler de nouvelles façons d'appréhender les problèmes (conservation versus développement), au-delà du conflit qui les met en scène.

Au-delà de la perspective immédiatement négative que dessinent les vigilances, il s'agit donc de travailler autrement les principales contradictions et mises en tension d'une société réunionnaise dont la situation se dégraderait..

LA TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT DE LA REUNION EN FONCTION DE SES RICHESSES, ACTUELLES OU FUTURES

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Qu'est-ce qui va compter demain ? De quoi l'île dépendra-t-elle ? Sur quoi pourrait-elle en retour fonder son attractivité et son rayonnement ? Cette partie invite à une prospective des ressorts et des modèles de développement de l'île.

Balance commerciale structurellement déficitaire (mais elle ne tient pas compte des recettes du tourisme), taux de chômage élevé (entre 25 et 30 %, mais il a reculé de presque 10 points durant la dernière décennie), forte croissance économique (doublement du PIB en 10 ans) jusqu'à la crise de 2008 qui a signifié un coup d'arrêt brutal : on connaît les paradoxes et les difficultés structurelles de l'économie réunionnaise.

Sur quelle(s) trajectoire(s) de développement est-elle susceptible d'avancer durant la prochaine génération ? Moyennant la valorisation de quelles ressources et le renforcement de quelles compétences ? En s'inscrivant dans quel(s) marché(s), avec quelle(s) spécificité(s) ?

Historiquement, c'est la logique de cycles qui a porté le développement de l'île : café, puis épices, puis sucre (ce cycle perdure), puis vanille et plantes à parfum… cycles bien identifiés auxquels on peut ajouter, dans une certaine mesure, le cycle des transferts sociaux lié à la départementalisation puis de « l'import-distribution », ou, plus récemment, le cycle immobilier spéculatif lié à la défiscalisation du logement locatif.

L'enchaînement de ces cycles est-il le seul scénario pour La Réunion, et en ce cas, quel(s) cycle(s) se prépare(nt) ? Le tourisme et ses activités de pleine nature et de bien-être, la production d'énergies renouvelables, le développement d'une filière fruits et légumes sont-ils des promesses de cycles ? La montée en compétences variées et la diversification des ressources spécifiques peuvent-elles annoncer de nouveaux scénarios de développement fondés sur d'autres logiques que celle des cycles ?

A l'articulation entre les capacités endogènes de l'île et les marchés ou apports exogènes, ce 3ème groupe s'est trouvé en position de synthèse de plusieurs thématiques abordées par les deux autres.

Enjeu

LA REUNION EN QUETE PERPETUELLE DE RATTRAPAGES : TRANSITIONS REUSSIES, TRANSITIONS EN PANNE

Atouts
- Le principe actif de la continuité territoriale
- Le niveau technologique de l'île dans des domaines spécifiques au contexte intertropical

Opportunités
- La transition énergétique et la transition écologique, moteurs du développement de La Réunion ?
- Un développement autrement qu'en référence à la métropole ?

Faiblesses
- La persistance d'une fraction importante de la population en situation de décrochages et de cumul de handicaps
- La culture de la dépendance
- La fragilité du développement par cycles spéculatifs

Risques
- La fracture sociale et territoriale de l'île ?
- L'émigration des jeunes les plus qualifiés à défaut d'emplois qualifiés dans l'île ?

En trente ans, la société et l'économie réunionnaises ont considérablement changé. Les progrès sociaux, sanitaires, éducatifs, environnementaux sont immenses, même s'il reste beaucoup à faire. Au nom de la « continuité territoriale », les domaines où le rattrapage par rapport à la situation en métropole sont nombreux.

Pour autant, le chômage demeure endémique, la situation de grande dépendance à l'égard des aides publiques caractérise largement plus d'un tiers des ménages, et la résorption des situations de pauvreté est loin d'être achevée.

Surtout, on voit bien comment chaque progrès social ou collectif, réalisé d'abord en métropole (élévation du niveau de formation, infrastructure numérique, nouvelles normes environnementales…) met à nouveau La Réunion en situation de rattrapage.

Dans trente ans, à l'horizon 2040, quelles transitions et rattrapages auront été à leur tour réussis, auxquels La Réunion continuera-t-elle à être confrontée, lesquels constitueront des défis nouveaux ?

33,5 %

C'est la part de l'énergie consommé à La Réunion et produite à La Réunion

3,5 %/an

C'est le taux annuel de croissance économique de La Réunion durant la première décennie du XXIème siècle (pour 1,1 en métropole)

49 % des ménages

Sont en situation de « pauvreté monétaire »

100 000

C'est le nombre d'illettrés, malgré l'élévation continue du niveau de formation

Enjeu

LA REUNION EN QUETE D'ENTREPRENEURS : MISES EN MARCHE, MARCHES FRAGILES, PROMESSES DE MARCHES

Atouts
- Un environnement entrepreneurial sécurisé
- Un cadre de vie attractif
- Des politiques de soutien public au développement et à l'investissement

Opportunités
- Des marchés et des produits touristiques à imaginer et à diversifier ?
- Un environnement d'investisseurs favorable ?
- La reconquête du marché intérieur ?

Faiblesses
- Un marché « intérieur » tout juste suffisant
- Une culture de l'entreprise peu, ou inégalement, développée

Risques
- Le blocage par les monopoles rentiers ?
- L'écart croissant entre les produits de l'île et les biens désirés par ses habitants ?

Le café, les épices, le sucre, la vanille, les fleurs aromatiques… l'histoire de l'économie réunionnaise a longtemps été rythmée par des cycles de développement, plus ou moins résistants et plus ou moins spéculatifs, toujours liés à des marchés lointains. C'est ce qui a fait sa prospérité, et aussi sa faiblesse. Une économie réunionnaise, diversifiée et en appui sur son marché intérieur, ne s'est ainsi jamais vraiment formée, si ce n'est pour la production agricole.

De nouveaux marchés se sont développés, mais encore très peu de nouveaux milieux entrepreneuriaux. D'immenses possibilités restent inexploitées, handicapées par la question de l'isolement, et l'assurance de pouvoir s'appuyer par ailleurs sur une économie subventionnée. D'une certaine façon, La Réunion s'est installée dans un nouveau cycle de « développement » : celui de la dépendance à l'égard des finances publiques de la métropole (commandes publiques, soutien aux marchés agricoles, défiscalisation, etc…). Situation qui « justifie » parfois des surcoûts de production.

Ce « cycle » est-il durable ? Qu'est-ce qui pourrait venir le transformer, le compléter, voire le contester ?

2,6 %

C'est la part de la V.A. de La Réunion produite par le tourisme, devant les I.A.A. (1,9 %) et l'agriculture (1,3 %)

60 %

C'est la part de la SAU (16 % de l'île) consacrée à la canne à sucre 506 millions d'€

506 millions d'€

C'est le montant d'engagement de la commande publique en 2012

Enjeu

LA REUNION EN QUETE DE QUALITES : QUALITES ACTIVEES, QUALITES IGNOREES, QUALITES POTENTIELLES

Atouts
- Un patrimoine naturel et une biodiversité d'exception
- Une forte identité culturelle
- L'élévation constante du niveau de formation initiale

Opportunités
- La demande mondiale d'espaces sauvages et authentiques (à condition de les préserver) ?
- La nécessité d'innover pour répondre aux contraintes inhérentes à l'île (habitat, énergie, circulation...) ?

Faiblesses
- Une certaine culture de la frugalité, économe en ressources, mais peu exigeante en qualités
- La fascination pour les standards de la consommation de masse et la perte des repères culturels

Risques
- La banalisation des qualités de La Réunion par le choix de modèles « universels » de développement ?
- La bataille entre les qualités : la préservation contre le développement, ou inversement ?

La Réunion est-elle une île de qualités ? Incontestablement par bien des aspects de sa nature et de sa culture, ou de son organisation de services publics, mais sans doute pas au point d'en faire la marque de l'île...

Cependant, c'est bien à la reconnaissance de ses qualités que chaque territoire se consacre aujourd'hui activement, sur fond de mondialisation. D'où la course aux labels, aux reconnaissances, aux normes, aux classements, etc...

Dans quelle mesure La Réunion y participe-t-elle, avec quels atouts et quels handicaps ?

La reconnaissance des qualités d'un territoire (espace habité, produit par une société, dans un cadre naturel ainsi transformé) est un processus culturel à la croisée de « l'invention » du patrimoine et de l'innovation collective.

Comment qualifier ce processus aujourd'hui à La Réunion, et quelles hypothèses faire quant à son avenir ?

962

C'est le nombre de sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO (38 en France dont 2 outre-mer), dont « Pitons, cirques et remparts de La Réunion »

71

C'est le nombre de pôles de compétitivité reconnus par le Gouvernement, dont Qualitropic (Valorisation de ressources naturelles tropicales), le seul en DOM.

30 %

C'est la part de la couverture végétale indigène dans la superficie totale de l'île (contre 5 % pour l'Île Maurice)

Perspective

LE TENDANCIEL

- **Sortie progressive du cycle de la perfusion sociale et fiscale.**
- **Montée en puissance de l'économie touristique qui diversifie ses offres et ses segments de marché, en produits comme en types de tourisme**
- **Economie consumériste, dont la grande distribution d'une part, et le BTP d'autre part, sont les fleurons oligopolistiques**
- **Un marché de l'emploi plutôt favorable aux jeunes, mais sans que cela suffise à résorber leur chômage massif, ni à élever significativement le niveau global de qualification des emplois**

LE CYCLE DES SERVICES

En 2040, le cycle long commencé avec la départementalisation s'est achevé. Après près d'un siècle de rattrapages, l'île ne peut plus prétendre à un statut d'assistance particulière, ni de la part de la France, ni de la part de l'Europe. La sortie de ce cycle s'est faite progressivement. D'une part du fait de l'affaiblissement structurel des capacités redistributrices publiques de la métropole ; d'autre part, par l'effet de substitution qu'a joué l'économie résidentielle plutôt prospère de l'île. L'argent arrive toujours, mais c'est moins celui des budgets publics et davantage celui des ménages (actifs, retraités, touristes) et des entreprises privées qui suivent leur demande de services résidentiels.

Ce schéma n'est pas propre à l'île tropicale isolée qu'est La Réunion. Il vaut un peu partout dans le monde où les mobilités résidentielles sont désormais internationales ou intercontinentales : l'argent gagné à un endroit est dépensé à un autre, selon une dissociation recherchée entre les territoires de production de valeur ajoutée, avec leurs impératifs de compétitivité, et les territoires de consommation de valeur ajoutée, attentifs à d'autres facteurs d'attractivité.

A La Réunion, ce sont toutes les qualités naturelles, environnementales, culturelles et patrimoniales de l'île qui se trouvent ainsi sollicitées, non pas dans un modèle de développement exportateur, mais pour une offre globale de qualité de vie qui séduit une clientèle résidentielle de plus en plus mondialisée. Après la Dordogne et le Lot, après le Maroc ou le Sénégal, c'est au tour d'îles comme La Réunion, aussi éloignée soit-elle, de voir arriver notamment les retraités encore solvables des pays les plus riches.

Economie servante, La Réunion offre un marché de l'emploi dynamique, bien que de qualification banale et de statut pas toujours enviable.

L'INTERPELLATION

Cette perspective tendancielle s'inscrit dans une lecture cyclique. La Réunion a toujours connu une économie de cycle, mais tous les cycles ont une fin : là est l'interpellation. Même dans le tendanciel, il faut anticiper le changement éventuel, d'ailleurs partiel ici. Cette anticipation porte sur le déploiement de la société et l'économie des services que serait, de plus en plus, La Réunion. Services publics, certes (et on retrouve le poids et l'importance de la présence de la République dans tous ses territoires), mais aussi, et surtout, services privés, services à la personne, et les nombreux métiers et compétences qu'ils appellent.

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

Cette perspective de la banalisation tertiaire et résidentielle de l'île de La Réunion a déjà été évoquée au titre de l'approche par l'environnement géopolitique et géoéconomique.

Elle y était plutôt vue comme un signal faible, si l'on regarde globalement l'île dans sa région, en tenant compte des attentes et stratégies de ses voisins proches ou lointains. En regardant l'île pour elle-même, dans la dynamique actuelle de ses forces sociales et économiques, cette perspective est beaucoup plus tendancielle.

Cependant, elle ne signifie en rien une défaite de l'intervention publique et un recul des services qu'elle assure, bien au contraire. En devenant un département français comme un autre (ni plus ni moins, selon une formule célèbre à La Réunion), l'île rejoindrait le bataillon très fourni des départements français où l'économie résidentielle domine, ce qui est déjà le cas (mais dans le cadre d'une redistribution encore largement spécifique).

Cette perspective d'une économie par la consommation n'exclue pas d'autres fonctions moins banales, y compris dans l'excellence. Par exemple, les efforts en matière de santé publique, de recherche-développement dans la maîtrise des environnements vivants tropicaux, et d'une manière générale de nouvelles compétences et capacités publiques à l'égard de la qualité des milieux, toute cette tendance assez récente à La Réunion est tout à fait compatible avec la perspective tendancielle.

Elle renforce la qualité et la sécurité sanitaire de l'île, facteurs majeurs de son attractivité résidentielle internationale.

NOTES

Perspective

LA BIFURCATION

- **Terre d'investissements du capitalisme environnemental mondialisé (énergie, mer, biodiversité, R&D tropicale, tourisme,...)**
- **L'économie sucrière termine son cycle long et l'île entre dans un nouveau cycle exportateur, basé sur la valorisation de ressources naturelles à haute valeur environnementale**
- **Part croissante d'emplois qualifiés, de conception et d'encadrement, dans le cadre du salariat des grandes firmes internationales**
- **Le surplus de jeunes sur le marché de l'emploi se diffuse dans des réseaux de mobilité internationale**

LES RICHESSES DU VIVANT

En 2040, La Réunion est aussi spectaculairement différente de celle des années 2000, que cette dernière le fut par rapport à la situation de l'île dans les années 1960. Changement profond, radical, de trajectoire de développement, de rapport aux ressources de l'île, et de culture collective des compétences.

Dans une économie verte, basée sur la transition énergétique, La Réunion fait d'autant mieux valoir ses atouts que ce sont, pour l'essentiel, des grands investisseurs et opérateurs extérieurs à l'île et mondialisés qui y développent les activités de la bifurcation. Pour eux, La Réunion n'est ni un marché ni une base productive majeure, mais plutôt un contexte spécifique qui leur permet de développer et tester des process et des technologies, qui sont ensuite déployés dans d'autres milieux tropicaux.

Pour La Réunion, on peut parler d'un nouveau cycle de développement, moins orienté vers les produits alimentaires comme les précédents, mais toujours lié aux ressources naturelles et à l'exploitation raisonnée des écosystèmes. L'île peut particulièrement s'enorgueillir d'avoir atteint l'autonomie énergétique électrique (donc hors carburants). Le marché de l'emploi est caractérisé par une forte diversité de demandes de compétences et de trajectoires des actifs qui y répondent, avec un turn over propre aux jeunes salariés aux horizons d'emploi internationalisés.

L'INTERPELLATION

Cette perspective, enthousiasmante et crédible, interpelle fortement La Réunion dans ses capacités à tirer entièrement parti de la bifurcation, sans laisser des fractions de la société en dehors de la mutation. Le risque évident est que La Réunion serve de base de recherche et de développement pour une élite technique et économique internationale, tandis que la majorité de l'île ne bénéficie d'aucun effet d'entraînement. Ce risque impose des rendez-vous majeurs au système éducatif et de formation, comme à un ensemble de politiques comme les politiques culturelles (culture scientifique et technique), ou les politiques en faveur de l'entreprenariat local (financement, commande publique, etc...).

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

Les transformations imaginées par cette perspective de bifurcation peuvent conduire à une mutation en profondeur du jeu des acteurs réunionnais du développement. L'intrusion dans ce jeu, d'acteurs extérieurs puissants et nouveaux, peut modifier bien des équilibres, des compromis, des acquis, en particulier dans les relations entre sphère publique et sphère privée.

Par exemple, la sphère publique de la recherche, de la R&D, et de l'ingénierie de la santé et de l'environnement en milieux tropicaux peut continuer à jouer prioritairement un rôle de contribution à la qualité de vie et au bien être sanitaire de la population de l'île, dans une mission globale d'intérêt public. Auquel cas on retrouve la perspective tendancielle et son attractivité résidentielle.

Mais cette même sphère peut aussi être amenée à des partenariats beaucoup plus productifs, la tournant vers des marchés d'expertise lointains, dans une logique entrepreneuriale mondialisée, qui peut aller jusqu'à entrer en contradiction avec le modèle précédent d'attractivité par la résidentialité.

C'est bien pourquoi il faut prendre en compte les bifurcations possibles, à partir des ressources existantes.

NOTES

Perspective

LES SIGNAUX FAIBLES

- **Une économie plus endogène (financements, marchés, entrepreneurs, compétences) avec ses réseaux dedans et dehors**
- **Une diaspora active au plan économique**
- **Multiplication des formes et des sources de petit entreprenariat**

LES VIGILANCES

- **La spirale du sous-développement ?**
- **Vers une île de « survie » ?**
- **La tentation de l'autarcie ?**

FAR IS BEAUTIFUL

Et si en 2040...

- Le premier objectif de l'actif réunionnais entrant sur le marché du travail était de créer son entreprise, de devenir son propre employeur, en investissant toute la gamme des activités de services, de petite production, de commerce, et en en combinant les métiers et les marchés ?

- La Réunion, terre d'investissement et d'entreprenariat, attirait une population variée d'entrepreneurs, tant en provenance de la région australe qu'en provenance de la métropole et de l'Europe, en capacité de s'appuyer sur un marché local et régional en développement ?

- La diaspora réunionnaise, en métropole et ailleurs dans le monde (plus de 200 000 personnes ?) constituait un intense réseau de commercialisation et d'investissement, développant des stratégies préférentielles communes à toutes les diasporas ?

- Les activités informelles représentaient, cependant, une part significative de cet entreprenariat, notamment de la part des habitants désireux de ne pas se priver du système allocataire, tout en développant cependant de nouvelles activités lucratives (commerce, artisanat, métiers du bâtiment, transports locaux, tourisme, activités récréatives, etc...) ?

Attention, d'ici 2040, il est toujours possible que :

- La crise mondiale s'installe, en particulier pour les pays aux moindres capacités d'adaptation et de transformation collectives, parmi lesquels la France et ses territoires, y compris l'outre-Mer.

- Aucun des mécanismes d'ajustement entre croissance démographique, marché de l'emploi réunionnais, et niveau de formation et de compétence, ne trouvent son efficacité, ce qui aggrave toujours plus le chômage structurel dans l'île.

- Les limites, notamment financières, de l'action publique et de ses politiques de compensation et de solidarité, conduisent une majorité de la population à s'orienter vers des solutions informelles, personnelles, marginales, voire illégales, pour répondre à ses besoins élémentaires. Parmi ces dérives, aux conséquences dramatiques : le déploiement d'une économie locale de la drogue.

- Cette dérive vers le sous-développement et les logiques de « survie » alimente une attitude collective en faveur de l'autarcie, conduisant l'île à se refermer sur elle-même, au nom de son identité, des alternatives frugales au développement, de la démondialisation, etc…

- La société et l'économie réunionnaise se divisent profondément entre ceux qui subissent – et parfois choisissent – cette perspective dépressive du retrait, et ceux qui restent inclus dans le système ouvert sur l'extérieur et sa quête de développement.

L'INTERPELLATION

Faut-il considérer ces signaux dits faibles comme suffisamment avérés pour représenter, dans leur logique convergente, un scénario crédible de bifurcation ? Cette hypothèse prospective est légitime. Cependant, La Réunion a déjà connu dans son passé, et connaît aujourd'hui aussi, les phénomènes qui sont ici mis en perspective grâce aux signaux faibles : les voir s'amplifier ne signifierait pas à proprement parler une bifurcation, car le développement endogène existe déjà à La Réunion, ni cependant un tendanciel, car on sait les fragilités de cette économie endogène. On est bien dans un infléchissement possible, dont l'ampleur et la portée relèvent de la conjecture. Si l'on souhaite la voir devenir une réalité robuste, il faut faire de la culture de l'entreprenariat – sous ses formes les plus variées – une orientation stratégique prioritaire, soutenue par tous les moyens de l'action publique.

Aucun territoire ne se soustrait jamais complètement à son passé. L'hypothèse d'une régression du développement – ou sans doute plus vraisemblablement d'une fracture irréversible au sein de la société et de l'économie réunionnaise dans son rapport au développement – cette hypothèse n'est pas sans rappeler des épisodes anciens, et ses héritages, pour La Réunion. Elle est donc à prendre au sérieux, même si, du point de vue du rapport au développement, La Réunion n'est pas la Martinique, la Guadeloupe ou la Nouvelle Calédonie. Cependant, si la spirale du sous-développement se mettait en route, c'est vraisemblablement de l'extérieur qu'il faudrait alors espérer des apports nouveaux et régénérateurs, comme à chaque fois qu'un territoire entre dans un cycle dépressif.

UNE PERSPECTIVE PEUT EN OUVRIR D'AUTRES

La perspective d'un développement endogène, basé sur les initiatives d'acteurs locaux – qu'ils soient déjà présents dans l'île ou qu'ils viennent s'y installer à cette fin – n'est pas uniforme. Plusieurs versions de cette perspective peuvent être imaginées.

Il peut s'agir d'un développement local en quête d'alternatives, de mise en retrait de la mondialisation et de ses impacts, une sorte de « développement à l'abri », pour des entrepreneurs qui cherchent avant tout un équilibre entre leur activité et leur choix de vie. Ce choix d'un développement doux, parfois informel ou imbriquant le formel et l'informel, n'est certes pas très dynamique, mais il a de fortes vertus intégratrices pour les populations les moins dotées en capitaux (capital financier, capital technologique, capital relationnel, etc…).

Il peut s'agir plutôt d'un développement local par l'innovation, porté cette fois par la quête de nouvelles formes productives, de nouveaux marchés, de nouveaux produits très attentifs aux usages et aux demandes. Cela dépend de la vigueur et de l'originalité du marché touristique et récréatif, mais aussi de ce que pourrait générer la bifurcation énergétique, et plus largement toutes les mutations technologiques low tech et largement diffusées dans le monde de demain.

Enfin, une troisième version serait un développement local plus banal, généré par la perspective tendancielle déjà présentée (l'économie résidentielle), à base de services locaux et d'activités domestiques (services à la personne, BTP, transports locaux privés, commerces, etc…) qui n'aurait rien de vraiment neuf mais diffuserait largement l'accès au travail et à l'emploi, à condition d'un marché solvable suffisant, pour l'île et au-delà (effet de la diaspora).

Il est toujours malaisé de réfléchir au pire. Faut-il s'inscrire dans une perspective aussi négative que celle décrite aux noms des vigilances, ou bien s'agit-il uniquement de la réfuter et d'en combattre tous les prémices ? Que faire si le chômage progresse encore durant la prochaine génération, sous l'effet d'arrivées de nombreuses classes d'âge qui ne parviendraient pas à élargir leur horizon d'employabilité ? Cette question est loin de relever d'une hypothèse d'école.

L'intérêt de chercher à anticiper la lumière dans un scénario sombre, c'est de réfléchir à de nouvelles pistes de « rebond » auxquelles on n'aurait pas pensé sans se soumettre à l'alarme. Bien entendu, on mesure ce que ces perspectives peuvent avoir de dangereux. Les énoncer ici, à travers les vigilances, c'est inviter à y réfléchir collectivement, pour échapper au danger, et tirer le meilleur parti possible de situations à venir qui seraient durablement difficiles.

LES PARTICIPANTS AUX ATELIERS

Actif Nelly, Ambroise Chantal, Bellamy-Brown Arnaud, Besnard Alain, Biannic Louis, Blin Thierry, Bonetti Flavio, Brunetière Xavier, Cailleux Maryline, Chaulet Gil, Chêne Hervé, Chevalier Jean-luc, Courtois Ludovic, Couteaux Bertrand, Dairien Evelyne, Decompois Yannick, Degenmann Olivier, Delefosse Olivier, Devimeux Thierry, Driot Valérie, Dupuis Henri, Dutertre Jean-François, Espallargas Michel, Esterlingot Michel, Fauvre Daniel, Ferrière Dominique, Feuillade Richard, Fourché Benoît, Gastebois Raphaël, Gibralta Roseline, Godart Estelle, Hong-Hoc-Cheong Denise, Huet Isabelle, Hulin Nadia, Krejbich Thomas, Kremer Olivier, Kubicek Nathalie, Lajoie Gilles, Lavezzari Bertrand, Le Gall Xavier, Le Grand Hervé, Levert Eric, Lobelle Sébastien, Mariotti Eric, Marx Jean-Luc, Metayer Fabien, Morando Mathieu, Nauleau Jean-François, Noël Frédéric, Nouschi Marc, Perrain David, Rix Geay Marie Thérèse, Roland-Boyer Hélène, Roux Valérie, Thibier Fabrice, Tomasini Jean-Jacques, Viret Christophe, Widmer Francis

LES GRANDS TÉMOINS

Daniel Vaxelaire : Né en Lorraine, journaliste professionnel, il arrive à l'île de La Réunion en 1971. Il y exerce durant plusieurs années, avant une période de voyages dans les différentes île de l'océan indien et en inde. De retour à La Réunion, il est chargé de rédiger un important ouvrage historique sur l'île. À la tête d'une petite équipe, il dépouille une masse énorme d'archives, interroge de très nombreux témoins et spécialistes, et rédige le Mémorial de La Réunion, sept gros volumes totalisant plus de 3500 pages, qui constituent la référence historique de l'île.

Nicolas Martin : Créateur du site Réunionnais du monde. Cette idée lui est venue de plusieurs sources, mais aussi de son expérience personnelle, ayant quitté son île natale après le bac pour ses études et pour travailler. Ayant croisé au cours de ses diverses expériences des réunionnais généralement bien installés et intégrés avec tous un point commun, le manque de leur île : la cuisine, le créole, la nature, la famille, l'ambiance, l'art de vivre réunionnais. De retour à La Réunion, ayant conscience de cette « communauté invisible » riche de diversité et d'expériences, l'idée lui est venue de créer ce site web : www.reunionnaisdumonde.com. Aujourd'hui le site compte plus de 100 000 visites par mois et s'enrichit régulièrement.

Harry Razafinarivo : D'origine Malgache, installé à La Réunion depuis plusieurs années, il est business développer et accompagne les entreprises, notamment les PME et les PMI, pour la recherche de financements privés en vue de leur développement d'activités et pour le développement de leur activité à l'international. Plus particulièrement sensible au secteur des énergies renouvelables, il a accompagné certaines entreprises locales dans des démarches d'ouverture à l'export, de vente de leur savoir-faire, notamment vers les pays de la zone intertropicale.

Pascal Montrouge : Chorégraphe contemporain français, il effectue ses premiers pas de danse dans sa ville natale St Denis, au Case du Chaudron, puis par la suite auprès de Marielle Roque et Marie-Christine d'Abbadie. Après plusieurs années hors de La Réunion, au cours des quelles, il fonde sa propre compagnie et signe des créations largement diffusées tant en France qu'à l'étranger, en 2007, la ville de Saint-Denis lui confie la direction artistique de son festival Saint-Denis danses. Il est nommé en juin 2009 à la direction des Théâtres départementaux de La Réunion.

Paulo Salgado : Agronome zootechnicien portugais, il est installé à La Réunion depuis 2009. Employé par le CIRAD, sa spécialité le conduit à être responsable de programmes de recherche autour d'une meilleure prise en compte des contextes et facteurs externes dans les systèmes agricoles et d'élevage. L'amélioration de cette gestion intégrée des ressources, des troupeaux, des intrants et des produits et coproduits à l'échelle de l'exploitation et du territoire est traitée à l'échelle de la zone intertropicale et plus particulièrement à La Réunion et Madagascar.

Houssen Amode : Après avoir occupé, durant près de quarante ans, des postes de haute fonction dans les collectivités territoriales, ce réunionnais, originaire de St Pierre reste très engagé dans des mandats associatifs, membre du CESER, il est président de l'Association Musulmane de La Réunion (AMR) qui a célébré ses 30 ans et depuis 2011 (mandat de 3 ans) du Conseil Régional du Culte Musulman (CRCM) instance élue, représentative de toutes les sensibilités musulmanes de La Réunion et interlocutrice des pouvoirs publics et depuis cette même date, membre du Conseil d'Administration du Conseil Français du Culte Musulman (CFCM), dont le siège est à Paris et qui est l'instance représentative de l'Islam en France.

Gaëtan Siew : Architecte d'origine mauricienne, président de l'Union Internationale des Architectes UIA de 2005 à 2008, il a voyagé à travers le monde pour rencontrer les institutions internationales, les gouvernements pour la promotion d'une plus grande solidarité. Il enseigne à l'Université de Montpellier, France et à l'Université de Tsinghua, Beijing, Chine. Il a publié plusieurs ouvrages sur les thèmes des enjeux de la mondialisation : La Mondialisation et l'Identité, La Mondialisation : Enjeu des villes et du développement durable, La Mondialisation et le Patrimoine

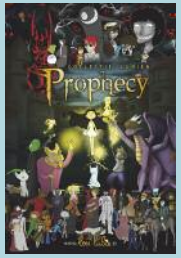
Césari Maya : Docteur en biochimie et chimie moléculaire, elle enseigne dans l'université de sa ville natale St Denis. Directrice scientifique du GIP-CYROI, elle a, à ce titre, participé à la mise en place de la plate-forme biotechnologique CYROI. En parallèle, elle participe à la diffusion de la culture scientifique tant au sein des entreprises au travers son rôle d'expertise auprès de pôle de compétitivité Qualitropic » qu'auprès des enfants par sa présidence de l'association « les petits débrouillards de La Réunion ».

LES ILLUSTRATEURS

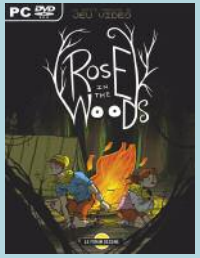
Lou Lubie

est une jeune auteur et illustratrice réunionnaise. A dix-sept ans, elle quitte son île pour étudier le game design (conception de jeux vidéo) dans le nord de la France, une expérience qui lui inspire son livre humoristique "Un créole en métropole". Aujourd'hui installée à Paris, elle donne vie à des expériences ludiques et créatives, dont le Forum Dessiné (**www.forum-dessine.fr**), le premier forum du web tout en images.

"Un créole en Métropole"
(Livre illustré, 2011, Océan Editions)
Cent moments incontournables que vit tout Réunionnais exilé en métropole, à (re)découvrir avec le sourire !



"Prophecy"
(Bande dessinée collective, 2012)
Une bande dessinée co-écrite par 50 auteurs amateurs, âgés de 11 à 25 ans, qui vous plonge dans un royaume dévoré par les ténèbres.



"Rose in the Woods" (Jeu vidéo, 2013)
Un jeune garçon part à la recherche de sa sœur Rose, disparue dans la forêt... Le premier jeu vidéo créé par des internautes débutants, une expérience imaginée et dirigée par Lou Lubie.

Fabrice Urbatro

Né dans le dessin et la bd, Fabrice, réunionnais d'origine, a un parcours atypique : des cours d'Arts Plastiques intensifs au collège (8h par semaines !) depuis la 6ème jusqu'en 3ème puis intégration des Arts Appliqués et Communication Graphique successif aux deux lycées de Saint-Pierre. Il dessine non stop jusqu'à (très jeune) intégrer le fanzine "Le Cri du Margouillat" (le responsable du fanzine l'a découvert après une exposition scolaire).
Puis parallèlement, en dessinant des planches pour le fanzine, il continue ses études à l'école des Beaux-arts du Port. Il collabore ainsi au "Cri du Margouillat" jusqu'au dernier numéro en 2002.

Il sort le premier tome de Nèfsèt Kat fin 2008, suivi du deuxième début 2010. Installé dans le sud de l'Île de La Réunion, il travaille également sur des projets d'albums jeunesses ici et là... ("Ousanousa Marmay"; "Les Grandes Dates de l'Histoire de La Réunion") et continue la suite des aventures de Gaby et de Charisma (les héroïnes de Nèfsèt Kat) tout en peaufinant d'autres projets de bande dessinée.

http://urbatrof.blogspot.com/

RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Première partie

▪ Maurice 2020, Hors-série, 30 décembre 2009.

▪ Quelle architecture de sécurité dans l'Océan Indien, Isabelle Saint Mézart, Hérodote, n°145, 2012/2, pp129-149.

▪ La France, l'Union européenne, leurs alliés et partenaires face au défi de l'arc de crise : l'action de la Commission de l'océan indien dans la lutte contre la piraterie, rapport IHEDN, juin 2011.

▪ L'archiperle australe, Futurs Réunion, 5ème rapport, ODR, juin 2005.

Deuxième partie

▪ Informations rapides Réunion, n°167, INSEE, décembre 2010.

▪ Prospective de la demande en eau et bilan ressource-demande à l'horizon 2030 à La Réunion Rapport réalisé dans le cadre de l'étude prospectiv'eau, rapport final BRGM, août 2010.

▪ Schéma Directeur Portuaire 2015-2040/ volet C, Orientations et conclusions, comité de pilotage du 23 juin 2011.

▪ Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de La Réunion, comité de pilotage du 17 décembre 2012.

▪ Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement de l'Université de La Réunion, présentation, version finalisée, octobre 2011.

▪ Nouvelle Route du Littoral sécurisée avec TCSP, Grand Projet PO 2007-2013. Dossier de confirmation de cofinancement FEDER, analyse coûts avantages, version provisoire.

▪ Schéma Régional des infrastructures et des Transports de La Réunion, dossier thématique, décembre 2012.

▪ Défi pour La Réunion : une dynamique périurbaine mieux maîtrisée, Joël Ninon, projet de paysage, octobre 2012.

▪ Etude exploratoire GITAD pour le TCO, CHRONOS

Troisième partie

▪ Objectif 2020 ! Tèr des hauts, décembre 2012.

▪ Géothermie haute température : le défi énergétique pour 2020, Géosciences n° 14, décembre 2011.

▪ Les Outres Mers face au défi du changement climatique, rapport ONERC, 2012.

▪ Emplois touristiques, CEROM, 2011.

▪ Une vision pour 2030, Futurs Réunion, 4ème rapport, ODR, juin 2004.

▪ Préparation des programmes 2014-2020, Ile de La Réunion, Préfecture, Conseil Régional, Conseil Général.

Directeur de publication : Jean-Luc Marx

Responsable éditoriale : Thierry Devimeux

Rédaction : Martin Vanier et
Clémentine Martin-Gousset (ACADIE)

Illustrations : Lou Lubie et Fabrice Urbatro

Création & Réalisation : Créatine (Design Studio)

Secrétariat Général
pour les Affaires
Régionales

Imprimé à La Réunion par PRINT2000 sur papier PEFC

« Les fonctionnaires de l'Etat s'intéressent à l'avenir de La Réunion à échéance 2040 ? C'est surprenant ! Ces services sont pourtant dirigés par des fonctionnaires de passage, … »

Combien de fois avons nous entendu ce type de commentaires ? mais combien de fois aussi, avons nous pensé qu'il serait utile de partager notre analyse du potentiel de cette île, de ses forces et faiblesses, de ce qui pourrait construire son avenir… Que réfléchir sur le long terme nous aiderait à mieux anticiper ces questionnements, à mieux travailler les réponses que ce territoire est en droit d'attendre.

Ainsi, la prospective, telle que nous avons voulu en nourrir notre exercice, c'est regarder loin pour construire le futur proche. Il s'est organisé autour de trois thématiques choisies collectivement : La Réunion du Dehors, La Réunion du Dedans et La Réunion du Devant. Trois ateliers ont regroupé des fonctionnaires d'Etat et d'établissements publics (AFD, CDC, IEDOM, INSEE, Port-Réunion) au cours du premier semestre 2013. A chaque séminaire de restitution, deux grands témoins, complices d'un moment, sont venus partager leur vision des ressorts et des fragilités de ce territoire, l'un apportant sa vision endogène, l'autre son regard de citoyen du monde.

Le fruit de ce travail est présenté ici. Il est enrichi d'illustrations, œuvres de deux jeunes artistes réunionnais. Nous leur avons demandé ce que leur inspiraient les 9 images ou perspectives de La Réunion à horizon 2040 auxquelles nous étions parvenus. Leur contribution, libre d'expression, issue de leur imaginaire, confirme parfaitement que ces perspectives ne sont pas des scénarios pour l'avenir de l'île, mais bien de multiples composantes d'une projection collective.

Ce premier exercice à découvrir ne pourra que s'enrichir d'autres séances de réflexion. Elles pourront s'organiser, toujours selon la même démarche mais autour de thématiques plus précises, comme la jeunesse, l'alimentation et la santé publique ou encore les relations La Réunion avec l'Afrique du Sud… Elles pourront s'ouvrir à de nouvelles expertises et à la participation des partenaires de l'Etat en région.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION